

Sciences *en* questions

Lawrence Busch

Le marché aux connaissances

Néolibéralisme,
enseignement
et recherche

éditions
Quæ

Lawrence Busch

Le marché aux connaissances

Néolibéralisme,
enseignement et recherche

Conférence-débat organisée par le groupe Sciences en questions au Cirad, Montpellier, le 16 avril 2014.

Éditions Quæ RD 10, 78026 Versailles Cedex

La collection « Sciences en questions » accueille des textes traitant de questions d'ordre philosophique, épistémologique, anthropologique, sociologique ou éthique, relatives aux sciences et à l'activité scientifique.

Raphaël Larrère, Catherine Donnars
Directeurs de collection

Le groupe de travail « Sciences en questions » a été constitué à l'Inra en 1994 à l'initiative des services chargés de la formation et de la communication. Son objectif est de favoriser une réflexion critique sur la recherche par des contributions propres à éclairer, sous une forme accessible et attrayante, les questions philosophiques, sociologiques et épistémologiques relatives à l'activité scientifique.

Texte traduit en français par Bertrand D.Bouffroy.

Texte revu par l'auteur avec la collaboration de Marie-Noëlle Heinrich et de Raphaël Larrère.

©Quæ, Versailles, 2014 ISSN : 1269-8490 ISBN : 978-2-7592--2206-3

Le code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette proposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France.

Préface

« Si l'on compare le monde moderne avec celui du passé, la perte d'expérience humaine que comporte cette évolution est extrêmement frappante ». Ainsi Hannah Arendt (1958) entamait-elle un paragraphe de son dernier chapitre de la *Condition de l'homme moderne* (traduction française, 1994). Pour ajouter, « ce n'est pas seulement, ni même principalement, la contemplation qui est devenue une expérience totalement dénuée de sens. La pensée elle-même, en devenant "calcul des conséquences", est devenue une fonction du cerveau, et logiquement on s'aperçoit que les machines électroniques remplissent cette fonction beaucoup mieux que nous ». 1958 ! Prémonition pour un temps à venir, leçon d'une actualité toujours brûlante.

Mais chacun d'entre nous, enseignant ou chercheur, entré dans l'espace des connaissances par vocation ou par accident, les élans juvéniles étant passés, n'a-t-il pas expérimenté, à un moment ou à un autre, au fond de lui-même, une perte substantielle face aux multiples totalitarismes du « calcul des conséquences » ? Qui n'a pas éprouvé, au nom de l'efficacité productiviste, la réduction des espaces de conscience, individuelle comme collective, à des portions infiniment congrues ? Qui ne s'est pas senti tiraillé viscéralement entre les exigences institutionnelles d'une reconnaissance standardisée et une conscience personnelle confrontée à des réalités humaines, multiples autant qu'uniques ? Qui n'a pas dû gravir cette ligne de crête incertaine, entre doute sur les structures et doute sur lui-même, tentant à chaque pas de s'interroger sur les forces qui animent les premières dans le fleuve de l'histoire, comme sur les énergies qui oxygènent une vie propre pour être soi-même plus qu'un « animal laborans », rêvant à chaque pas d'un « paradis perdu » ?

C'est dans cet état d'esprit, entre expériences et doutes, épreuves et tiraillements, interrogations et rêves, sur cette ligne de crête plus ou moins consciente au cœur de chacun, car il ne s'agit pas de raison seule mais aussi de confiance dans l'homme, qu'a germé le projet de ce livre, commandé par le groupe Sciences en questions à Lawrence Busch fin 2009. Deux lectures de l'époque nous y encourageaient. Dans *The Eclipse of Morality : Science, State and Market* (2000), Larry remettait en perspective historique trois auteurs — Bacon, Hobbes et Smith —, dont les messages avaient été « détournés » par les héritiers, pour interroger les responsabilités morales des individus comme des sociétés face aux mutations d'un monde toujours plus globalisé. Dans *Universities in the Age of Corporate Science, The UC Berkeley-Novartis Controversy* (2007), Alan Rudy et ses collaborateurs, dont Larry, analysaient de manière approfondie les relations entre une administration universitaire, des acteurs académiques et une multinationale privée, celle-ci intervenant dans un établissement à mission publique, pour l'« instrumentaliser » à des fins mercantiles. Il s'agissait pour ces auteurs, en réponse à une commande du conseil d'administration de cette université, d'examiner les termes et les erreurs d'un partenariat ayant suscité une violente controverse dans l'espace médiatique, afin d'en discerner les enjeux institutionnels, financiers, contractuels, éthiques, et d'aboutir à des recommandations pour le futur.

Outre ces deux lectures, la longue expérience de Larry, infiniment plus large et pratique, portant sur les modalités d'élaboration des normes dans nos sociétés modernes, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, de l'alimentation mais aussi des droits sur les organismes vivants issus des nouvelles technologies, nous encourageaient à le « démarcher ». Mais surtout, nous le savions, francophile et francophone, en étroite relation

et de longue date avec un certain nombre de nos collègues économistes et sociologues de l'Inra, du Cirad, de l'IRD. Sans parler de sa connaissance interne de certains conseils ou comités de ces organismes. Il nous était ainsi aisé de le contacter. À notre demande d'une contribution selon les codes participatifs de *Sciences en questions*, la réponse positive arrivait quelques heures à peine après l'envoi de l'invitation. Larry trahissait ainsi son intérêt pour nos institutions et son attention pour les interrogations de ses acteurs.

Le projet initial était une série de conférences suivies par une publication. Les conférences étaient prêtes à l'automne 2010 quand des circonstances exceptionnelles en décidèrent autrement, obligeant à l'abandon pour ne plus espérer que le seul texte. D'exceptionnelles, ces circonstances devinrent plus tard bienheureuses, grâce aux talents de la science médicale et aux générosités de la nature humaine. À l'automne 2012, Larry nous annonçait, après des mois d'incertitude, être prêt à poursuivre la tâche, nous livrant son écrit américain à l'été 2013, puis à l'automne, acceptant un séjour au Cirad de trois mois au futur printemps, occasion de partager de vive voix réflexions et thèses et, accessoirement, de corriger sur place la traduction...

Quant au cœur du questionnement qui fait avancer l'« animal laborans » sur cette ligne de crête, l'interrogation existentielle ne concerne-t-elle pas dans un premier temps, *hic et nunc*, une conscience partagée d'un état des lieux qui dépasse sans conteste les horizons des frontières institutionnelles ou nationales ? À notre conscience individuelle, Larry offre un état détaillé, illustré, argumenté, sans concession. État d'une réalité qui témoigne d'un même mouvement, porté par des forces transcendant hommes et institutions, soumis aux lois d'un espace marchand globalisé, alimenté des appétits individuels, indifférent aux biens universels qui nous font

commune humanité. État où transpire la chute, sans cesse renouvelée, du premier homme au pied de l'arbre de la connaissance dont il ne rêve que de s'accaparer pour lui seul les fruits, ignorant du partage auquel il est invité.

Dès l'émergence des sciences savantes comme appliquées, nos pères en modernité éclairée avaient cette conscience tâtonnante des connaissances comme des richesses communes. Les frères Humboldt en avaient même imaginé, en 1810, un modèle d'université toute neuve au confluent de la Spree et de la Havel. À côté de la chaire berlinoise de philosophie tenue par Fichte, Albrecht-Daniel Thaer (1811) dispensait le premier véritable enseignement universitaire d'agriculture dont les *Principes raisonnés d'agriculture* et l'académie pratique de Möglin, conditionneront l'organisation naissante de l'enseignement agricole et agronomique en France dès les années 1820. Le modèle humboldtien et ses déclinaisons auront plus tard leurs émules outre-Atlantique. Thaer ne parle-t-il pas dans son introduction aux *Principes* d'« un idéal produit de l'entendement et de la raison » fondé sur « l'affection et l'enthousiasme pour la science », privilégiant alors techniques et pratiques ? Nous savons aujourd'hui, deux siècles plus tard, le destin laissé aux techniques comme propriétés et aux pratiques comme normes.

Cette émergence savante soulèvera cependant rapidement des interrogations chez certains universitaires. Ainsi John-Henry Newman (1873), soumis à la volonté de réduire l'accompagnement rapproché des étudiants afin de satisfaire la multiplication des offres magistrales à l'Oriel College d'Oxford, s'opposera-t-il fermement à sa hiérarchie académique dans les années 1830. Sa longue expérience d'Oriel inspirera ses conférences fondatrices de Dublin, entre 1853 et 1858, pour constituer une œuvre influente sous le titre *L'Idée d'université*. Dans la dernière conférence qu'il consacre à la « discipline de l'esprit »,

il souligne, en s'adressant à ses étudiants auditeurs des cours du soir : « Réfléchissez, messieurs, au nombre de discussions interminables que vous avez dû entendre où aucun des interlocuteurs ne comprenait ni son adversaire ni lui-même. Voyez les aléas d'une discussion lors de débats organisés et le besoin qu'il y a souvent, non seulement d'un esprit clair pour démêler l'enchevêtrement des idées, mais de la capacité des adversaires à rendre justice aux explications les plus claires qui leur sont proposées ; faute de quoi l'arbitrage éclairé ne fera peut-être que susciter d'autres querelles sans issue ». Nous savons plus que jamais aujourd'hui ce qu'il en est des confrontations intellectuelles marquées par des idéologies autistes, et des difficultés à les arbitrer.

Ces deux modèles humboldtien et technique d'un côté, newmanien et discursif de l'autre, ont marqué les espaces universitaires, anglo-saxons tout particulièrement. Ces modèles se sont progressivement enrichi de nombreux approfondissements philosophiques, pédagogiques et politiques, qui ont largement nourri la diversification des modèles outre-Atlantique (lire les trois premiers chapitres de : *Universities in the Age of Corporate Science*). La pensée, les écrits et les initiatives de John Dewey, entre autres, ont ainsi marqué à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, l'espace académique « chicogoan » d'abord, nord-américain ensuite. Mais cette mémoire pédagogique autant que politique de Dewey est toujours aussi vive aujourd'hui. Les récentes traductions en français en témoignent. La dernière de ses traductions en 2014 est celle de ses conférences prononcées en 1935, et publiée sous le titre : *Après le libéralisme ? Ses impasses, son avenir*.

Larry se revendique héritier de Dewey et nous démontre que celui-ci est bien toujours d'actualité. Même si le pragmatisme politique et l'expérimentalisme social de Dewey sont largement étrangers à nos structures mentales

« jacobinisantes » et conceptualisantes, n'aurions-nous pas beaucoup à gagner en mettant nos consciences individuelles, autant que collectives, à l'écoute de son humanisme pratique et des exigences politiques qu'il peut inspirer dans nos espaces académiques ? En imaginant « quelques propositions spécifiques de changement » « à la recherche d'un futur perdu », Larry nous offre, par son texte comme par son amitié, une opportunité de lutter contre la « perte d'expérience humaine ». À chacun de la saisir.

Paul Robin, directeur de recherche à l'Inra
Benoît Daviron, chercheur économiste Cirad, UMR Moisa.

Arendt H., 1994. *Condition de l'homme moderne*. Paris, Calmann-Lévy (Agora). Traduit en 1961 par Fradier G. de *The Human Condition*, 1958. Chicago, University of Chicago Press.

Busch L., 2000. *The Eclipse of Morality : Science, State and Market*. New-York, Aldine de Gruyter.

Dewey J., 2014. *Après le libéralisme ? Ses impasses, son avenir*. Paris, Flammarion (Climats). Traduction par Ferron N. de *Liberalism and Social Action*, 1935. New-York, Putman G.P.

Newman J.H., 1997. *L'Idée d'université, définie et illustrée en une suite de conférences et d'essais à l'adresse des membres de l'université catholique*. Deuxième partie : Les disciplines universitaires examinées en une suite de conférences et d'essais. Villeneuve d'Asq, Presses universitaire du Septentrion. Traduction par Bouts M.J. et Hilaire Y. de la deuxième partie de l'édition définitive de *The Idea of a University*, 1873. Basil Montagu Pickering.

Rudy A.P., Coppin D., Konefal J., Bradley T. Shaw B.T., Eyck T.T., Harris G. Busch L., 2007. *Universities in the Age of Corporate Science, The UC Berkeley-Novartis Controversy*. Philadelphia, Temple University Press.

Thaer A.D., 1811. *Principes raisonnés d'agriculture*. Vol. 1. Paris, Pashoud J.J. Les quatre volumes des *Principes* publiés entre 1811 et 1816 sont la traduction par Crud E.V.B. des quatre volumes des *Grundsätze der rationellen Landwirtschaft* édités à Berlin entre 1809 et 1812 chez Realschulbuchhandlung.

Le marché aux connaissances

Néolibéralisme, enseignement et recherche

Depuis les années quatre-vingt, le monde des sciences et des lettres, celui des universités et des institutions de recherche ont subi d'importantes transformations. Si les détails varient considérablement d'une nation à l'autre, les orientations générales du changement sont remarquablement similaires. En particulier, on accorde de plus en plus d'importance à la compétition concurrentielle entre les institutions, les scientifiques, les universitaires et les étudiants. En parallèle à cette concurrence accrue, les audits ont acquis un rôle prépondérant. De nombreuses questions sont posées à propos de leurs performances, notamment : le classement de l'université s'est-il amélioré ? Le nombre de diplômés a-t-il augmenté ? Les étudiants ont-ils progressé rapidement dans le programme ? Les enseignants ont-ils publié plus d'articles dans des revues de renom ? En outre, que doit-on faire, compte tenu des résultats de l'audit ? Doit-on récompenser ceux qui progressent ? Doit-on réorganiser les autres ou les soumettre à d'autres audits ?

Des efforts considérables ont été déployés pour tenter de répondre à ces questions et à celles qui s'y apparentent. Même si une résistance conséquente au changement s'est manifestée, une grande partie est restée sans suite. En revanche, on a observé une évolution significative du comportement des enseignants qui tendent à plus valoriser les publications que l'enseignement et l'engagement public. Confiants dans leur foi en une société de marché, les politiciens et les hauts fonctionnaires ont réussi à transformer des institutions aussi bien que des personnes et ce qui a valeur de connaissance dans le processus.

Je tente de tracer ici les liens entre les succès d'une version particulière des sciences économiques appelée « néolibéralisme » et la restructuration des universités et des instituts de recherche. D'abord, j'observe les nombreuses crises auxquelles chacun est confronté, crises que l'enseignement supérieur et la recherche doivent affronter. Je montre ensuite la façon dont les sciences économiques ont été mises en œuvre de façon à modifier les moyens d'entreprendre et à évaluer la recherche, l'enseignement et l'engagement publics. Je lui oppose ma propre position dans le débat complexe en cours. Je poursuis en expliquant en détail les transformations qui sont intervenues respectivement dans l'administration, l'enseignement, la recherche et l'engagement publics. J'accorde une attention particulière aux voies qui n'ont pas été empruntées, et conclus en demandant : pour qui et pourquoi avons-nous besoin de connaissances ? Quel genre de société future souhaitons-nous ? Comment pourrions-nous y parvenir ? Permettez-moi de commencer par décrire quelques-unes de ces crises.

Crises

Des mutations dans l'enseignement supérieur et dans la recherche seraient relativement mineures s'il n'y avait les crises majeures du monde actuel, notamment, le changement climatique, la volatilité des prix alimentaires, les pénuries d'eau, l'augmentation des coûts énergétiques, le phénomène croissant de l'obésité et la dernière, et non des moindres, la crise financière ; sans parler des guerres, du racisme et de la pauvreté. Chacune d'entre elles est un problème pernicieux [*wicked*] (Rittel et Webber, 1973) qui ne peut être résolu par des voies simples. C'est le cas parce que chacune implique non seulement un changement technique mais aussi des changements itératifs dans les normes, les lois et les standards

et que chaque crise est entremêlée aux autres. En outre, résoudre ces problèmes est non seulement une nécessité pour nous, mais c'est aussi essentiel pour les générations futures. Examinons brièvement chacune d'entre elles.

Changement climatique

Bien que certains continuent à en douter, un changement climatique est bien en cours et il est très certainement le résultat des activités humaines. Toutefois, indépendamment des responsabilités, le changement climatique impose des mesures qui vont bien au-delà du marché. Malgré certaines tentatives bien intentionnées d'atténuer le changement climatique à travers, par exemple, les protocoles de Kyoto, les résultats observés sont minimes. Les plus grands producteurs de gaz à effet de serre ne les ont pas signés, et ces protocoles sont bien trop faciles à manipuler. Plus important encore, même les meilleures politiques actuelles de changement climatique souffrent à ce jour de trois défauts majeurs : d'abord, les générations futures n'ont pas leur mot à dire dans la prise de décision en fonction du marché bien qu'elles seront très affectées par les décisions prises aujourd'hui. Ensuite, en dépit des tentatives d'atténuation, les plaines côtières (sur lesquelles se trouve nombre des plus grandes villes du monde) seront susceptibles d'être submergées par la montée des océans. En de nombreux endroits, il faudra choisir entre déplacer les populations ou tenter de construire des digues. Ces décisions devront être prises par les gouvernements, et il vaudrait mieux qu'elles le soient avant des inondations majeures. Enfin, des recherches doivent être entreprises maintenant pour déterminer quelles technologies (alternatives) seront efficaces en fonction des lieux. De telles recherches ne peuvent être entreprises par le secteur privé en raison des risques élevés d'échec. Par ailleurs, l'efficacité de ces technologies sera en grande partie fonction des politiques mises en œuvre par les gouvernements.

Augmentation et volatilité accrue des prix alimentaires

S'alimenter n'est pas une simple envie, mais une nécessité fondamentale pour l'homme. On peut décider de se passer de télévision et d'ordinateur, mais pas de nourriture. On dispose principalement de trois options : d'abord, on peut soi-même produire des aliments, ce qui suppose que l'on ait accès à la terre et aux compétences requises. Cela est impossible pour la majorité des personnes en raison de l'urbanisation rapide du monde. Ensuite, on peut acheter des aliments sur le marché, comme le font la majorité d'entre nous ; à condition bien entendu d'être solvable. Enfin, en situation désespérée, on peut voler des aliments pour survivre. Cela signifie que si l'augmentation des prix alimentaires est de conséquence mineure pour la plupart d'entre nous dans les pays riches, c'est une préoccupation majeure pour les pays pauvres. Nous voyons déjà des émeutes de la faim dans certains pays.

En outre, depuis le début des années 2000, les prix alimentaires ont sensiblement augmenté et sont devenus plus volatils, même « s'il y a suffisamment d'aliments produits sur terre pour nourrir tout le monde » (Hossein, King *et al*, 2013). Cette volatilité a augmenté parce qu'un grand nombre de terres cultivables est désormais utilisé pour la production de combustibles. En outre, dans certains pays tels que les États-Unis, les marchés à terme sur les récoltes ont été ouverts aux spéculateurs qui n'ont jamais l'intention d'en prendre livraison. De surcroît, la croissance de la productivité a été plafonnée dans de nombreux pays, partiellement en raison de conditions climatiques instables. L'appréhension de ce jeu complexe de relations entre prix alimentaires, changement climatique et nécessité de carburants pour le transport requiert des recherches intersectorielles de nature à la fois sociale et technique, et donc sociotechnique.

Pénuries d'eau

Nous avons tous besoin d'eau, comme de nourriture. Pourtant, l'eau utilisée dans l'agriculture, l'industrie et l'usage domestique est susceptible de manquer. Déjà, dans certaines parties du monde il y a des litiges quant à l'utilisation de l'eau. Dans certains cas, ces litiges opposent agriculteurs et citadins, dans d'autres, ils concernent des pays qui dépendent d'un seul et même fleuve (le Nil, par exemple). Comme pour les aliments, il y a dans certains pays des émeutes à cause du prix de l'eau. Nous ne pouvons pas nous permettre de « laisser le marché décider » de l'utilisation de l'eau, puisqu'il n'enregistre que la demande solvable effective. En d'autres termes, nous ne pouvons pas laisser les plus riches déterminer comment l'eau est utilisée, car cela reviendrait à astreindre les plus démunis à une vie « dégoûtante, animale et brève » comme le disait Hobbes.

Augmentation des coûts énergétiques

Les coûts énergétiques augmentent partout, partiellement en raison de la croissance industrielle et de l'augmentation des revenus chez les classes moyennes et supérieures, notamment en Inde et en Chine. Ceux qui appartiennent à ces classes réclament plus d'énergie et aspirent aux conditions de vie des pays industrialisés. Par ailleurs, il reste peu de pétrole bon marché, ce qui impose aux compagnies pétrolières de s'orienter vers des sources plus coûteuses (à la fois en termes financiers et énergétiques). De surcroît, comme les coûts environnementaux de la production houillère sont mieux compris, la plupart des pays essaient de réduire leur dépendance en charbon. De ce fait, on commence à exploiter le gaz de schiste et les sables bitumineux comme sources d'énergie. Ils sont sujets à controverse, car ils posent un grand nombre de problèmes environnementaux. Tous deux nécessitent l'utilisation d'une quantité considérable d'eau et risquent de contaminer les ressources d'eau locales,

l'extraction de sables bitumineux imposant, en outre, la suppression de toute végétation sur de grandes superficies. Qui plus est, les coûts environnementaux étant sous-évalués et inadéquatement pris en compte par de nombreux marchés, nous ne pouvons pas compter sur eux pour résoudre ces problèmes.

Propagation de l'obésité

L'obésité est en augmentation dans le monde entier, tant chez les riches que chez les pauvres. C'est sans nul doute lié à la fois à un changement de régime alimentaire (alimentation grasse et bon marché, riche en sucre et en sel, efficacement commercialisée par de nombreuses sociétés agroalimentaires) et à la vie de plus en plus urbaine et sédentaire. Elle est aussi liée à des subventions (souvent masquées) pour la production du maïs qui en font un ingrédient dans d'innombrables produits, comme amidon ou comme sucre. L'obésité est associée à de nombreux problèmes de santé, dont la plupart participent à l'augmentation des coûts de la santé. Parallèlement, une petite industrie s'est développée pour tenter de combattre les causes et les conséquences de l'obésité. Ici, il ne fait aucun doute que le marché est le problème. À moins de changer les conditions de commercialisation des aliments (par exemple, en supprimant les subventions et en taxant les produits à forte teneur en sucre), le marché continuera d'avoir des incitations perverses sur chacun d'entre nous.

Crises financières

Après la Grande dépression, on s'est efforcé de réglementer au mieux la finance pour qu'à l'avenir elle ne plombe plus l'économie mondiale. Cependant, dès les années quatre-vingt, une grande partie de cette réglementation a été assouplie ou abrogée. Inutile d'entrer dans les détails puisque pratiquement chaque lecteur a été personnellement affecté par les renflouements massifs des banques défailtantes,

l'effondrement des marchés immobiliers dans plusieurs pays, l'austérité imposée au sein de l'Union européenne et les améliorations laborieusement mises en place depuis. Ceci dit, tout en combattant les réglementations supplémentaires, le secteur financier s'est rétabli rapidement, octroyant des primes à ses cadres, alors que nous étions confrontés à des salaires et à un niveau de vie plus bas. Aujourd'hui encore, quelques années plus tard, nous découvrons qu'une large gamme de comportements contraires à l'éthique, voire illégaux, sont monnaie courante dans le monde de la finance, depuis la fixation des taux interbancaires jusqu'au défaut d'information sur les risques encourus auprès des investisseurs. En outre, bien que les établissements financiers aient été presque entièrement responsables de la crise financière, seules quelques personnes ont été poursuivies et seules quelques amendes ont été perçues. En conséquence, ce sont les gouvernements qui ont réglé la facture. Nous payons tous pour leur comportement à travers une fiscalité plus lourde ou une dégradation des services publics, alors que les responsables restent impunis.

Il n'y a pas de formule unique, de politique ou de pratique permanente ni de marqueur fixe du succès dans les efforts nécessaires pour faire face à ces crises conjuguées. Ces efforts ne peuvent pas non plus être classés en disciplines techniques spécifiques. Ils nécessitent des projets et programmes interdisciplinaires qui incluent à la fois des personnes ayant une expertise technique dans de nombreux domaines scientifiques et techniques ainsi que des compétences en lettres, sciences humaines, droit et sciences sociales. En d'autres termes, la création de sociétés plus durables qui définissent même la durabilité, nécessite des changements tant dans nos pratiques que dans notre créativité. Puisqu'on ne peut pas tout refaire depuis le début, on devra procéder de façon itérative. Ce que nous souhaitons sera fonction de nos objectifs collectifs

et de nos pratiques collectives qui ensemble évolueront dans le cadre de leur interaction.

Par ailleurs, les marchés sont peu susceptibles d'atténuer ces crises pour plusieurs raisons : d'abord, ils ignorent ceux qui en sont absents. Les générations futures et ceux qui, aujourd'hui, sont insolvables n'ont pas leur mot à dire sur la façon dont nous traitons ces problèmes, mais les deux groupes en subiront certainement les conséquences. Ensuite, ils exigent des améliorations sociales et non des avantages individuels. Bien que je puisse réduire ma consommation d'énergie, vivre de façon plus éco-responsable, éviter les aliments à haute teneur en graisses et en sucres, réduire mes émissions de carbone en utilisant les transports publics, investir raisonnablement et installer des dispositifs d'économie d'eau dans les robinets, mes actions personnelles sont tout bonnement insuffisantes car il y a des millions de gens peu susceptibles de faire aucune de ces choses sans y être contraints par la loi.

Finalement, la logique de marché de l'offre et de la demande est inadéquate. Chacune de ces crises n'est pas indépendante des autres. Les crises financière, climatique et énergétique affectent la fourniture des aliments. Les pénuries d'eau affectent notre aptitude à produire de l'énergie et des aliments. Des incitations commerciales de notre système alimentaire favorisent des régimes qui, en créant l'obésité, imposent une demande supplémentaire aux établissements médicaux. En bref, il s'agit de problèmes ardues qui n'ont pas de solution simple. De nouvelles connaissances seront essentielles à la résolution de chacun de ces problèmes. Toutefois, nous devons non seulement créer de nouvelles technologies, mais aussi nous interroger sur nos valeurs et transformer les compétences requises de presque chacun d'entre nous. En particulier, la créativité, le travail d'équipe et la pensée critique deviendront primordiaux (Anderson et

Ramie, 2012). Nous devons comprendre comment donner la parole au public en déterminant comment procéder dans des conditions à la fois d'incertitude et de complexité. Nous devons développer de nouvelles politiques, de nouvelles lois, de nouvelles normes et de nouvelles technologies. L'enseignement supérieur et la recherche peuvent et doivent jouer un rôle essentiel pour résoudre ces problèmes. Pour ce faire, nous devons les repenser et les réformer. Nous devons transformer la recherche et l'enseignement. Avant de relever ces défis, permettez-moi d'abord de décrire les principes majeurs du néolibéralisme parce qu'il joue un rôle central, bien que parfois invisible, dans notre dilemme.

Libéralismes et néolibéralismes

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, puis de l'effondrement du bloc soviétique, à la fin des années quatre-vingt, les gouvernements du monde entier ont adopté les marchés et la concurrence commerciale. On nous a dit que les marchés étaient la solution aux problèmes politiques et économiques, mais aussi, et de surcroît, source de liberté individuelle (par exemple, Becker et Becker, 1997 ; Friedman, 1962 ; Hayek, 1944). Cette migration vers une gouvernance quasi commerciale de toutes les institutions (y compris les universités et les instituts de recherche, mais aussi les établissements hospitaliers, pénitentiaires, sociaux et autres) a été initialement nommée « néolibéralisme » par ses partisans, bien qu'ils n'aient adopté cette étiquette qu'avec réticence.

Pour certains, le néolibéralisme est une école de pensée de l'économie. Pour d'autres, c'est un programme d'action. D'autres encore le considèrent comme une idéologie. Dans une certaine mesure, il s'agit des trois à la fois. Selon Mirowski (2009), le néolibéralisme peut se comprendre comme un « collectif de pensée », car il ne s'agit pas d'une

doctrine unique, immuable et clairement exprimée, mais plutôt d'un débat en cours parmi ses partisans, promu par la Société du Mont-Pèlerin (2006) et divers réservoirs de pensée néolibérale. Le néolibéralisme est aussi un mouvement social car ses partisans ont visé, et sont parvenus, à partir des années quatre-vingt, à transformer une grande partie du monde (bien que différemment selon les lieux). Enfin, comme en témoigne la foi inébranlable de nombreux politiciens, chefs d'entreprises, et d'une partie du grand public en la suprématie des marchés et de la concurrence, le néolibéralisme peut être considéré comme une idéologie.

Le libéralisme classique, d'où a émergé le néolibéralisme, fait référence à la liberté, comme le mot l'implique ; mais puisque la liberté totale d'une personne restreindrait celle des autres, les libéraux conviennent qu'une forme de contrainte est nécessaire pour optimiser la liberté de tous. Depuis le début, les libéraux sont face à un dilemme. D'une part, ils ont adopté la notion du laissez-faire, pensant que les marchés étaient naturels et qu'ils profiteraient à tous, à condition que l'État n'intervienne pas et que les acteurs du marché soient libres de conduire leurs affaires comme bon leur semble. Comme le dit Hobbes (1651) : « La grande liberté des sujets provient du silence de la loi ». D'autre part, ils se sont rendu compte que l'État était nécessaire, à la fois pour protéger les participants au marché par des lois sur les contrats, les délits civils et la fraude, et pour assurer différentes libertés — d'expression, d'association et de religion, par exemple —, mais aussi pour protéger les prérogatives de la propriété. L'ambiguïté même du terme et de la notion de libéralisme résulte de ces deux aspects revêtus par la liberté. De surcroît, en raison des différentes histoires nationales, le terme « libéralisme » recouvre plusieurs définitions.

Le libéralisme français, trouvé dans les œuvres de Montesquieu, Voltaire et Constant, entre autres, souhaite limiter le pouvoir